

Septembre 2009

L'Observateur provincial

- Reprise modeste pour le Québec et l'Ontario.
- Les Prairies se distinguent.
- Les défis du marché du gaz naturel dans l'Ouest canadien.
- L'Alberta se relèvera cette fois-ci.
- Secteurs clés fortement touchés en Colombie-Britannique : La reprise s'annonce modeste.
- Les projets d'investissement : La clé de la croissance pour la région de l'Atlantique.

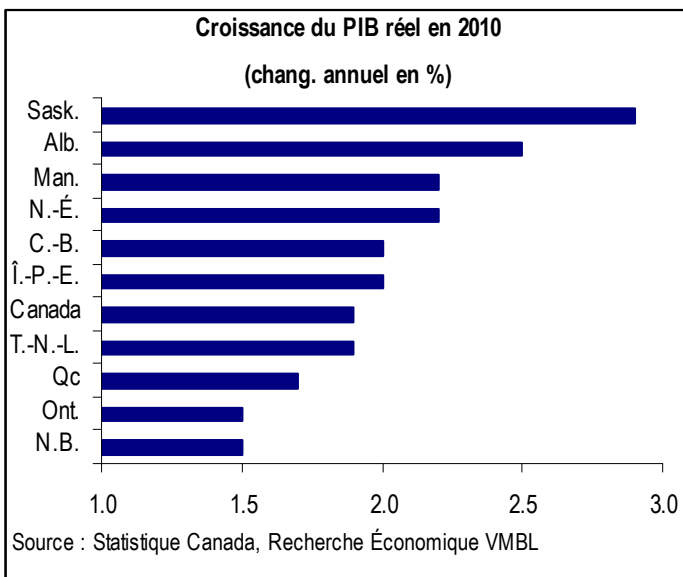
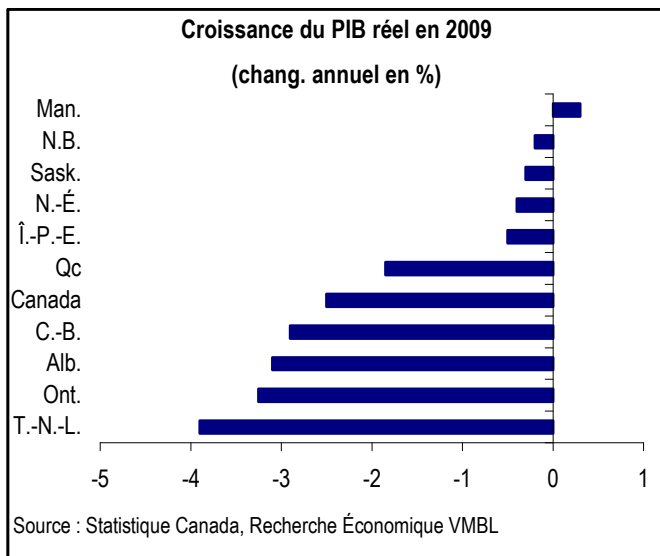
Carlos Leitao, Économiste en chef (514) 350-3000
leitaoc@vmbi.ca

Sébastien Lavoie, Économiste (514) 350-2931
lavoies@vmbi.ca

Emir Coskun, (514) 350-2941
coskune@vmbi.ca

Abonnement :
Martine Bérubé, Coordonnatrice (514) 350-3006
berubem@vmbi.ca

Dans l'édition précédente des *Perspectives économiques provinciales* de *Recherche Économique VMBL*, nous mentionnions que l'économie canadienne ressemblait à une équipe de hockey dont la plupart des joueurs connaissent une phase de léthargie. Particulièrement, l'Ontario, la Colombie-Britannique, et l'Alberta, ont connu des performances moroses au cours des 9 derniers mois. Le Québec a tardé avant de connaître sa baisse de régime, qui, dans l'ensemble, s'avère plus modeste jusqu'à présent. Depuis, l'équipe s'est replacée. Les gouvernements provinciaux ont tout d'abord ajouté leur grain de sel avec des plans de relance. De plus, la plupart des provinces ont eu droit à une recrudescence de l'activité dans le marché immobilier de la revente et à un certain regain de vie sur le plan des dépenses de consommation.



En plus de revoir les récentes tendances pour chaque région du pays, cette nouvelle édition des *Perspectives économiques provinciales* caractérise la reprise à venir. L'un des facteurs clés dont nous tenons compte dans nos prévisions provinciales est évidemment l'évolution de l'économie aux États-Unis. Bien que la récession soit terminée, l'économie au sud de la frontière ne retrouvera pas son aplomb d'avant. Une reprise américaine lente et irrégulière se traduira par une reprise modeste pour bien des provinces canadiennes en 2010. Le secteur extérieur manufacturier dans le centre du pays, ne retournera pas « à la normale » en raison du rééquilibrage de la demande mondiale. Plusieurs entreprises québécoises et ontariennes ne pourront plus compter, comme avant, sur la bonne vieille recette du consumérisme excessif des Américains et d'une faible devise.

Le marché extérieur moins favorable annonce une reprise modeste au Québec. Parmi les points positifs à relever, les projets d'investissement des entreprises devraient se faire plus nombreux l'an prochain. De plus, la construction de projets hydroélectriques et d'infrastructures publiques continuera d'aller de l'avant. La meilleure tenue du marché du travail et de l'habitation au Québec par rapport à son voisin ontarien, permettra à la belle province de faire un peu mieux que son voisin pour l'ensemble de 2010. Toutefois, une légère recrudescence de la production automobile à la fin de l'été – une tendance qui se poursuivra cet automne – signifie que l'Ontario entreprendra son cycle de reprise un peu plus tôt que la plupart des provinces, dont le Québec. Néanmoins, les pertes d'emplois de qualité de la dernière année continueront à peser lourd sur la santé financière des Ontariens l'an prochain, de sorte que l'expansion économique s'annonce peu vigoureuse dans l'ensemble.

Dans l'Ouest canadien, la concurrence dans le marché du gaz naturel est féroce. Avec des secteurs traditionnels tels que la construction, la foresterie et la pêche qui battent de l'aile, la Colombie-Britannique mise sur le développement de son énorme potentiel gazier à moyen terme, même si les prix sont présentement très bas. Nous sommes d'avis que l'Alberta connaîtra une recrudescence plus forte de son activité économique que la Colombie-Britannique en 2010. Contrairement à la débâcle albertaine suivant le boom pétrolier des années 80, le chômage demeure relativement bas, les ménages albertains disposent d'un bon coussin d'épargne et le prix du pétrole est loin de se vendre à bas prix.

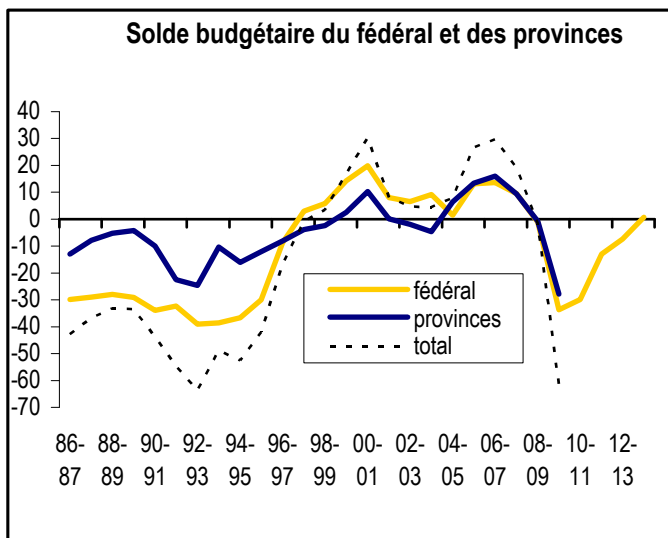
La Saskatchewan et le Manitoba se distinguent du lot avec une aisance qui a de quoi rendre jalouses les autres provinces. Le Manitoba tire encore une fois son épingle du jeu grâce à une diversification industrielle qui atténue les effets néfastes sur la demande intérieure. Pour sa part, la Saskatchewan bénéficie d'une forte croissance de la population et de l'emploi. Jumelée avec un retour en force de la demande des pays émergents pour les ressources comme l'uranium et la potasse, la Saskatchewan devrait sortir rapidement de la récession en 2010 et enregistrer l'une des plus fortes expansions au pays.

La récession mondiale a rendu quelques projets d'investissement d'envergure moins attrayants dans la région de l'Atlantique. Au moins, les gouvernements provinciaux ont tous mis la main à la pâte avec des projets d'infrastructures publiques. La fin de plusieurs projets de construction non résidentielle d'envergure, qui ont permis au Nouveau-Brunswick d'éviter une contraction majeure cette année, annonce une année 2010 assez difficile. En plus, le développement d'un deuxième projet gazier a été mis de côté pour le moment. Des allègements fiscaux et un plan d'infrastructure publique devraient garantir à tout le moins, une croissance lente au Nouveau-Brunswick.

La croissance économique sera plus solide en Nouvelle-Écosse, qui compte à la fois sur des projets d'investissement privés et publics pour soutenir l'économie. À l'Île-du-Prince-Édouard, l'expansion du parc éolien se poursuit et permet de compenser pour les temps plus difficiles pour le secteur du tourisme, qui continuera à être affecté par une devise qui demeurera au-dessus des 87,5 cents américains au cours de la prochaine année. Les perspectives à plus long terme pour Terre-Neuve & Labrador sont encourageantes avec le développement de nouveaux champs pétroliers.

Finalement, au niveau des finances publiques provinciales, les déficits pour 2009-10 seront plus importants qu'initialement prévu dans pratiquement tous les cas. Les revenus provenant de ressources naturelles et de la taxation seront particulièrement plus faibles. Pour plusieurs provinces, la reprise économique ne sera pas suffisante à elle seule pour rétablir l'équilibre budgétaire à moyen terme. Des choix au plan fiscal devront être faits, soit restreindre plus sérieusement les dépenses ou augmenter les impôts et les taxes. Les emprunts des provinces sur les marchés s'annoncent donc plus importants au cours des prochaines années, tant et aussi longtemps que la dette des provinces continue d'augmenter. Suite à la récession du début des années 90, il a fallu attendre huit années (en 1999-2000) avant que la balance budgétaire combinée des provinces ne soit plus déficitaire. Cette fois-ci, nous pensons qu'il faudra environ quatre ans avant que l'ensemble des gouvernements provinciaux retourne au déficit zéro.

Les prochaines sections de cette édition des *Perspectives économiques provinciales* portent sur la situation économique et fiscale de chaque région. Les prévisions détaillées sont disponibles dans les tableaux à la fin du rapport.

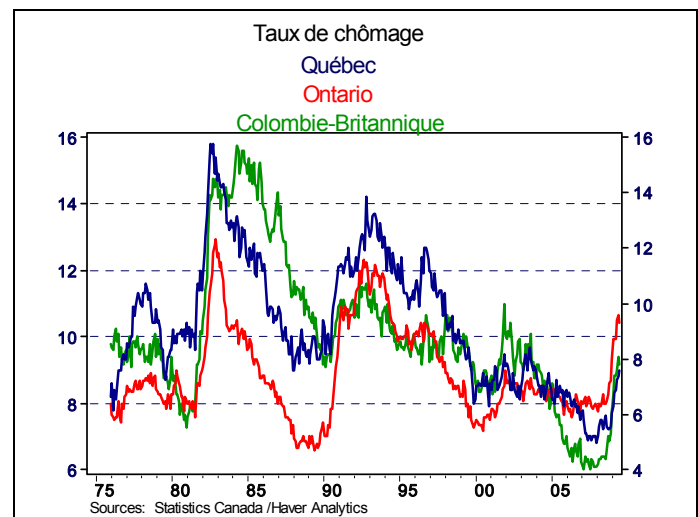


Reprise modeste pour le Québec et l'Ontario

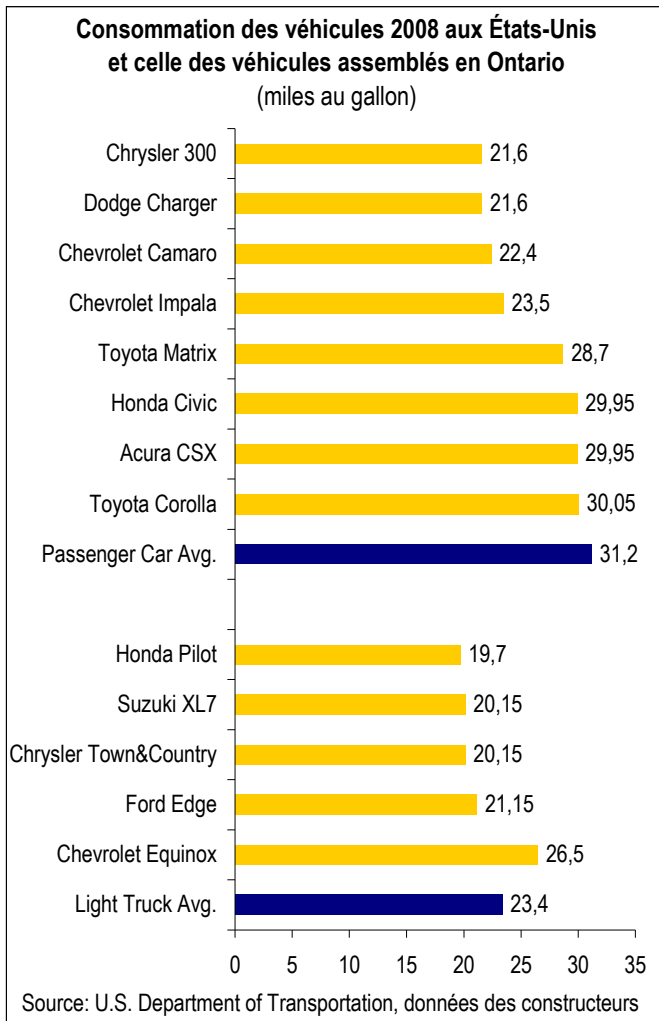
Nous débutons par les deux plus grandes économies comptant pour 60 % du PIB canadien, le Québec et l'Ontario. L'économie québécoise est plus vigoureuse que celle de son voisin ontarien depuis 2006. L'écart de performance entre les deux n'a fait que s'accroître avec l'affaiblissement majeur de la demande de véhicules automobiles depuis l'an dernier. L'effet boule de neige sur la demande intérieure a été plus marqué en Ontario en raison de son plus grand degré d'ouverture face au commerce externe: Les exportations représentent 42 % du PIB ontarien, et 33 % du PIB québécois.

Par conséquent, les entreprises ontariennes ont dû réduire leurs coûts de main-d'œuvre de manière plus rigoureuse que leurs confrères québécois. Voici quelques statistiques qui en disent long à ce sujet:

- L'emploi a diminué de 0,9 % (-35 000) par rapport à l'an dernier dans la belle province, comparativement à 2,5 % (-168 000) en Ontario. L'Ontario a notamment perdu environ 3 fois plus d'emplois à temps plein dans les 12 derniers mois que le Québec.
- Ainsi, le taux de chômage ontarien est supérieur à celui du Québec depuis le début de l'année, une première depuis les années 70. Les villes dans le sud de l'Ontario écoupent particulièrement avec un taux de chômage au-dessus de 10 %. La région du « Golden » Horseshoe ne brille plus comme avant. À l'inverse, le taux de chômage dans la ville de Québec est l'un des plus faibles au pays, près des 5 %.
- On compte près de 665 000 chômeurs en Ontario, un record. Le nombre de Québécois au chômage (379 000) est, pendant ce temps, 25 % moindre que lors des autres récessions (le Québec comptait près de 500 000 chômeurs en 1982 et 1991 même si l'économie était beaucoup plus petite qu'aujourd'hui).
- Le taux d'emploi en Ontario (60,9 %) est tout près de son plus bas niveau historique de 1982 (59 %), alors que celui du Québec (59 %) demeure élevé par rapport aux récessions passées (entre 51-54 %).



Nous estimons qu'environ 1,5 million de véhicules légers seront assemblés cette année en Ontario, soit 500 000 de moins qu'en 2008 et un million de moins qu'en 2007. Le programme de prime à la casse aux États-Unis a eu des effets positifs modestes pour l'Ontario, qui produit des véhicules et des camions légers plus gourmands en essence que la moyenne. Par exemple, parmi les 10 automobiles les plus populaires du programme de prime à la casse aux États-Unis, seulement deux sont produits en Ontario (Toyota Corolla à Cambridge, et Honda Civic à Alliston). Et même si GM a récemment décidé d'ajouter un quart de travail à l'usine d'Ingersoll et que Chrysler vise l'assemblage de 30 000 camionnettes annuellement à Windsor pour le marché européen, ce ne sera pas suffisant pour que la production automobile retourne vers les 2,5 millions annuellement, comme dans le bon vieux temps. Le défi consistera aux constructeurs d'adapter leur produit aux changements de préférences des Américains, ces derniers étant de plus en plus attirés vers l'achat de voitures écoénergétiques. La décision de Toyota d'assembler un plus grand nombre de Corolla à Cambridge à partir de l'année prochaine est un pas dans la bonne direction.



La légère recrudescence de la production automobile en cours devrait permettre à l'Ontario de sortir un peu plus tôt de la récession que la plupart des provinces, dont le Québec. Contrairement à l'automobile, il n'y a aucun signe de reprise dans le secteur aéronautique. Dans l'ensemble, la chute des exportations d'avions, de moteurs et de pièces d'avions a commencé plus tard que celle de l'automobile et a été plus modeste dans l'ensemble. Toutefois, les nouvelles commandes dans le secteur aéronautique ont brusquement chuté au deuxième trimestre, signe que la production pourrait diminuer davantage au cours des prochains mois. Néanmoins, le Québec peut compter sur une bonne diversification industrielle. Nous observons par exemple une hausse substantielle des exportations de médicaments et produits pharmaceutiques cette année, secteur évidemment moins affecté par la conjoncture.

Même si l'Ontario débute sa reprise plus rapidement que les autres, celle-ci sera tout de même dans l'ensemble plus modeste que la moyenne. Après tout, la détérioration majeure du marché du travail au cours de la dernière année continuera de peser lourd sur la santé financière des Ontariens. Jumelée au fait que le prix des logements diminue (ce qui n'est pas le cas au Québec), les nombreuses pertes d'emploi à temps plein amplifieront les tensions financières chez les ménages ontariens. Déjà, les Ontariens épargnent une plus grande proportion de leur revenu (taux d'épargne de 4,4 % en 09T1; 3,0 % au Québec) et réduisent davantage leurs dépenses de consommation (ventes au détail : -2,8 % en variation annuelle jan.-juin au Québec, -4,7 % en Ontario).

Il est en de même du côté de la demande de logement puisque la construction résidentielle a reculé deux fois plus dans la plus grande province du pays (-41 %) depuis le début de l'année qu'au Québec (-20 %). Le nombre de mises en chantier au Québec devrait atteindre 39 000 unités en 2009 et diminuer encore en 2010 pour se situer à 35 000 unités.

Cette tendance devrait se poursuivre l'an prochain. Dans l'ensemble, les ménages ontariens seront plus prudents dans leurs dépenses que les Québécois. De plus, la bonne vieille recette du consumérisme excessif des Américains et d'une faible devise ne sont plus au rendez-vous, ce qui va affecter davantage l'économie ontarienne plus dépendante du marché américain. Le rebond des exportations devrait par conséquent être timide, même dans le secteur automobile. L'accroissement majeur des capacités inutilisées va aussi continuer de décourager les investissements des entreprises l'an prochain en Ontario. Avec le bon coup de pouce du plan d'infrastructure du gouvernement McGuinty (2 ans, 32,5 milliards \$, 5 % du PIB nominal), nous prévoyons une croissance de 1,5% du PIB réel en 2010.

Au Québec, la récession a été modeste et il en sera fort probablement de même pour la reprise. Le PIB réel devrait progresser modérément (+1,7 %) en 2010. Dans un premier temps, les ménages québécois hésiteront moins que leurs voisins ontariens à dépenser en raison de la détérioration plus mitigée du marché de l'emploi. Les projets d'investissement des entreprises québécoises devraient se faire plus nombreux l'an prochain, notamment dans le secteur minier. De plus, la construction de quatre projets hydroélectriques (3 pour la production et un pour la transmission vers l'Ontario) va bon train. Finalement, l'excellent programme d'infrastructures du gouvernement provincial continuera d'avoir des effets boule de neige (42 milliards \$ entre 2006-2013, 14 % du PIB nominal).

Économie du Québec	2007	2008	2009	2010	2011
Croissance du PIB réel	2,6	1,0	-1,9	1,7	2,4
Dépenses de consommation	4,3	3,1	-0,5	1,5	2,2
Investissement des entreprises	7,6	4,7	-11,7	3,0	4,1
Construction résidentielle	5,7	-0,7	-2,8	-2,1	0,0
Dépenses gouvernementales	4,4	4,5	2,5	4,2	2,5
Exportations	0,6	-2,5	-12,8	3,8	6,3
Importations	4,6	1,4	-11,0	5,0	5,9
Variation des stocks (millions \$)	2117	658	-1050	0	700
Croissance de l'emploi	2,3	0,8	-1,1	-0,3	1,0
Taux de chômage	7,2	7,3	8,7	9,2	8,9
Mises en chantier (unités)	48533	47825	39000	35000	34000
Croissance des ventes au détail	4,6	4,8	-2,7	2,4	3,5
Taux d'inflation	1,6	2,1	0,2	1,8	2,0

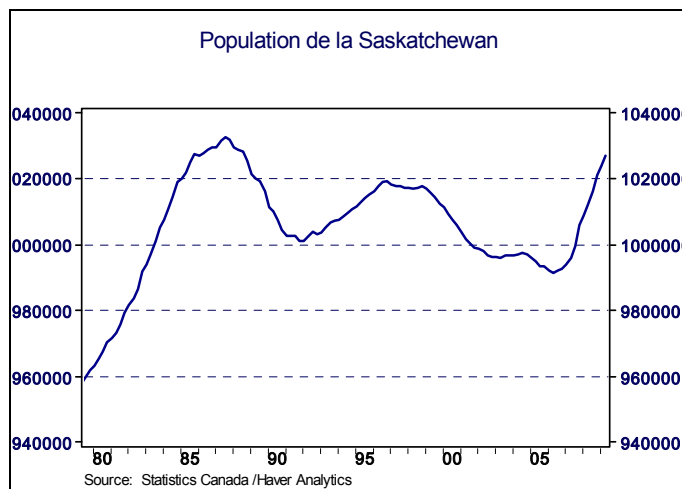
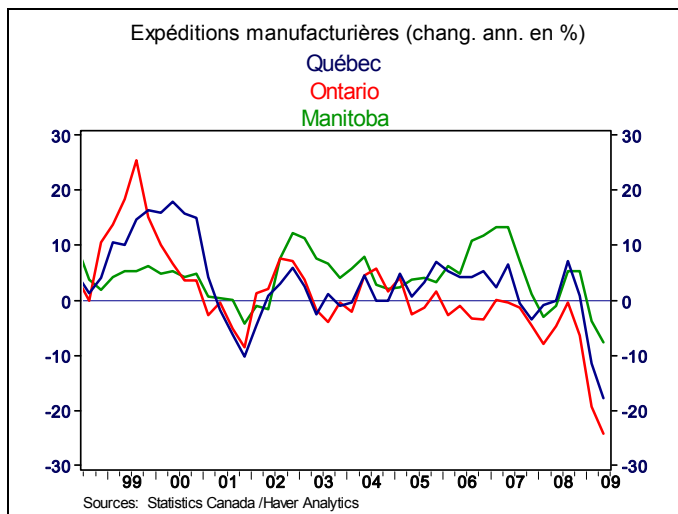
Source: Statistique Canada, SCHL, Recherche Économique VMBL

Au sujet de la situation budgétaire, le déficit au Québec sera passablement plus élevé que les 3,9 milliards \$ prévus dans le budget 2009 bien qu'il demeura de loin inférieur à celui à Queen's Park en pourcentage du PIB nominal (3,2 %). Le gouvernement de l'Ontario a révisé son déficit à la hausse pour l'année 2009-10 de 14 milliards \$ à 18,5 milliards \$ en raison de l'aide accordé au secteur automobile. Selon le budget du Québec 2009, le gouvernement Charest a l'intention d'atteindre l'équilibre en 2013-14 bien que d'autres mesures fiscales seront nécessaires. En Ontario, le retour au déficit zéro est prévu deux ans plus tard, en 2015-16. Le gouvernement McGuinty dispose certes d'un peu plus de latitude pour retourner à l'équilibre, puisque le fardeau de la dette (ratio dette/PIB de 30,4 %) est moins lourd qu'au Québec (ratio dette/PIB près de 45 %).

Les Prairies se distinguent

La Saskatchewan et le Manitoba passent à travers cette crise économique et financière avec une aisance qui a de quoi faire des envieux dans le reste du pays. La bonne diversification sectorielle permet au Manitoba d'éviter de justesse un repli de son activité économique cette année. Par exemple, les expéditions de produits de l'automobile sont en hausse en raison de la fabrication d'autobus utilisant du carburant à l'hydrogène, destinées à diverses villes en Amérique du Nord. Par conséquent, le repli observé des exportations et des expéditions manufacturières est timide comparativement aux autres provinces. Moins de 10 000 emplois dans le secteur manufacturier sont disparus lors de la dernière année et demie (-13 %), une chute beaucoup moins abrupte qu'en Ontario (-18 % sur la même période, -29 % en sept ans).

Pour sa part, la récession en Saskatchewan est seulement technique cette année. La province compte sur la plus forte croissance de la population au pays. Un peu plus d'un million de personnes habitent la Saskatchewan pour la première fois depuis la fin des années 80.



Le recul des ventes au détail dans les deux provinces est aussi peu prononcé, compte tenu de la résilience du marché de l'emploi : En Saskatchewan, l'emploi progresse toujours à un rythme très robuste, près de 2 % au taux annuel. Au Manitoba, l'emploi se maintient grâce à des gains à temps plein. Dans les deux cas, le taux de chômage augmente deux fois moins vite qu'ailleurs au pays et demeure bas, près des 5 %.

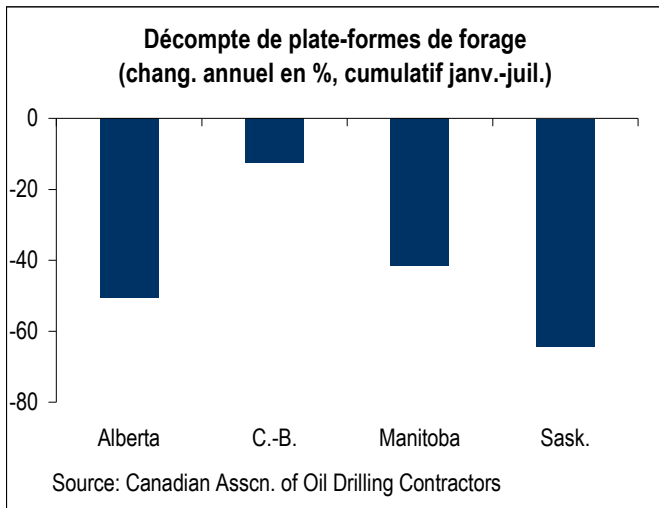
Dame Nature semble avoir été moins coopérative pour la saison d'agriculture 2009 comparativement à l'an dernier (une excellente année), notamment pour le blé, l'orge, le canola et le maïs. Le temps a été trop sec en Saskatchewan et trop humide au Manitoba. La récolte de cette année pourrait être la pire des cinq dernières années. Les Prairies ne sont pas les seules dans cette situation.

En 2010, l'économie manitobaine n'aura pas à rebondir vraiment, étant donné que la province n'aura vraisemblablement pas eu droit à une contraction cette année. L'économie plus cyclique de la Saskatchewan devrait connaître l'une des plus fortes croissances l'an prochain grâce à un retour en force de la demande de la Chine et des États-Unis pour l'uranium et la potasse. À moyen terme, la formation rocheuse Bakken située au sud-est de la Saskatchewan, renferme un potentiel de 25 à 100 milliards de barils de pétrole léger qui pourrait faire positionner la province dans le peloton de tête de croissance pour plusieurs années.

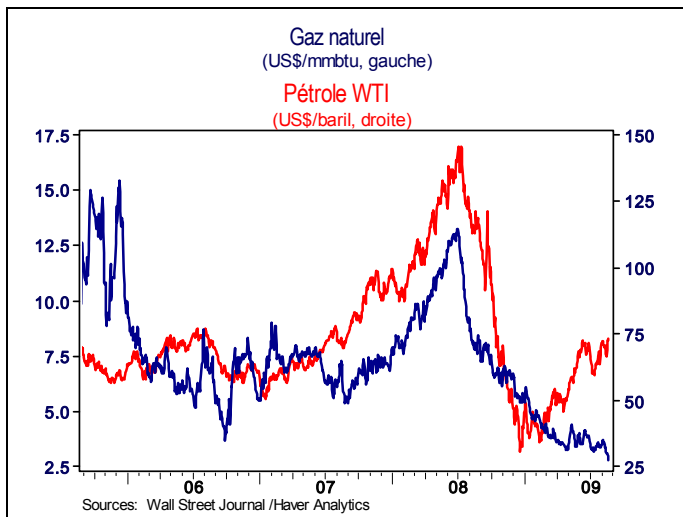
Finalement, qui dit meilleure économie dit nécessairement bonne santé financière. Le Manitoba et la Saskatchewan se portent mieux que les autres au plan fiscal. Les deux provinces devraient atteindre l'équilibre budgétaire cette année. La Saskatchewan a notamment publié à la mi-août, une mise à jour pour l'année fiscale en cours. Le ministre des Finances, Rod Gantfoer, a révisé à la baisse d'environ un demi-milliard \$ les revenus. Les volumes et les prix de la potasse sont particulièrement plus faibles que prévu. Pour compenser et atteindre tout de même l'équilibre budgétaire en 2009-10, il pigera davantage dans les réserves et restreindra les dépenses pour maintenir un surplus de 425 millions \$ en 2009-10. Les réserves permettront également au Manitoba d'atteindre l'équilibre budgétaire au cours des deux prochaines années.

Les défis du marché du gaz naturel dans l'Ouest canadien

Il est facile de blâmer le faible prix du gaz naturel pour expliquer la chute de l'activité de forage en Saskatchewan, en Alberta, et en Colombie-Britannique depuis le début de l'année. Néanmoins, l'Alberta et la Colombie-Britannique essaient d'accentuer exploration, forage et investissement en améliorant tour à tour leurs incitatifs. En plus de se rivaliser entre elles, les provinces de l'ouest doivent concurrencer les états américains dont les grandes réserves de gaz naturel – comme le Texas (Barnett) et la Pennsylvanie (Marcellus) – sont plus près des grands marchés de consommation. En Alberta, les crédits et les taux plafonnés de redevances ont récemment été prolongés jusqu'en mars 2011. Entre autres, les nouveaux puits pétroliers et gaziers forés auront droit à un taux de redevance maximal de 5 % pour la première année de production. Auparavant, ce taux était de 25 % pour la première année.



En Colombie-Britannique, les secteurs traditionnels de la construction, de la foresterie et de la pêche sont en perte de vitesse. Or, il est de plus en plus question de développer le très grand potentiel en gaz non conventionnel schisteux (*shale gas*) situé dans le nord de la province (Horn River et Montney). Les réserves sont si importantes qu'il est envisageable de penser que la production de gaz naturel de la Colombie-Britannique pourrait éventuellement doubler à long terme. Le gouvernement Campbell a fait beaucoup d'efforts récemment, réduisant notamment le taux de redevance à 2 % seulement pour les nouveaux puits gaziers forés entre septembre 2009 et juin 2010. 2 % contre 5 % donne pour le moment, un net avantage à la Colombie-Britannique, à moins que l'Alberta réagisse en ajustant son taux de redevance à nouveau. Bref, c'est un dossier à suivre de près.



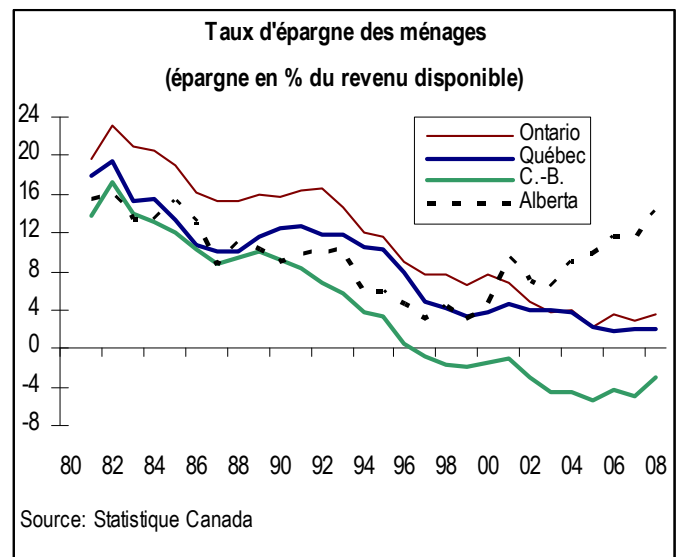
Malgré toutes ces bonnes intentions, une chose demeure : le prix du gaz naturel est excessivement bas depuis le début de l'année, un contraste avec la hausse du prix des autres matières premières comme le pétrole. À ce rythme, le prix du gaz naturel en 2009 sera en moyenne deux fois moins élevé que l'an dernier, faute d'une demande industrielle faible, d'un été doux, et de stocks élevés aux États-Unis. Un peu comme les sables bitumineux, l'extraction de gaz non conventionnel schisteux est plus difficile et coûteuse, un défi de taille pour l'industrie.

Finalement, dans un autre segment du marché du gaz naturel, la phrase de construction du terminal de gaz naturel liquéfié de Kitimat (un projet d'environ 4 milliards de \$) débutera bientôt, alors que 2013 est la date envisagée pour le début de la phase d'exploitation.

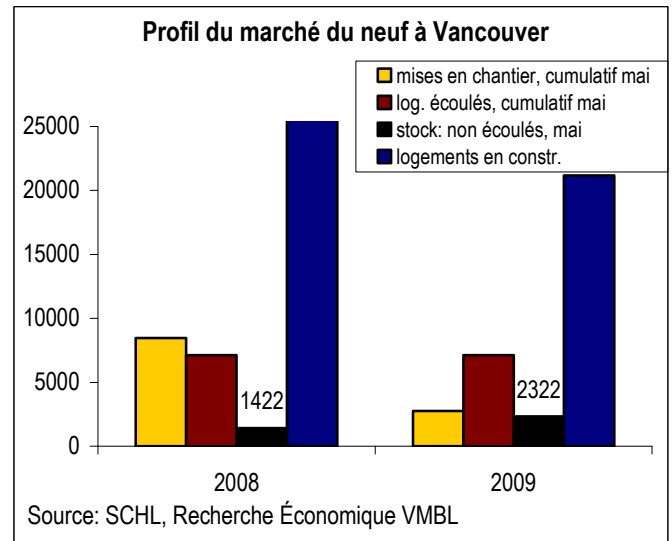
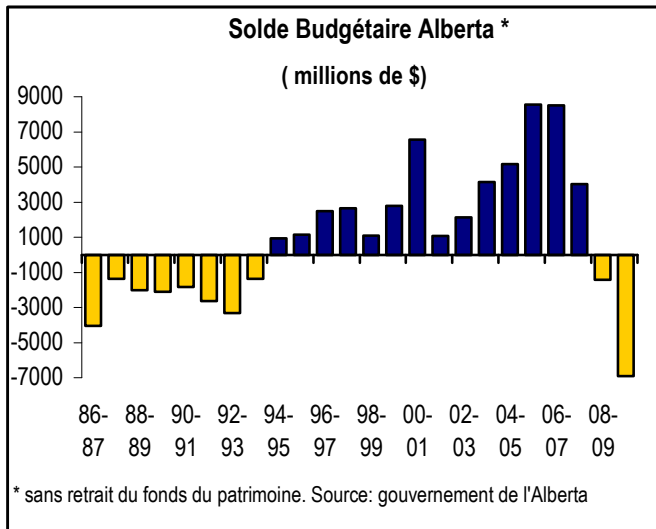
L'Alberta se relèvera cette fois-ci

Nous sommes d'avis que l'Alberta connaîtra une recrudescence plus forte de son activité économique que la Colombie-Britannique en 2010. En plus du gaz naturel, l'Alberta a l'avantage d'avoir des réserves importantes de pétrole conventionnel et de sables bitumineux. Nous sommes d'avis que les Albertains ne vivront pas une autre débâcle comme dans les années 80. Peu d'emplois ont été abolis cette année et les ménages albertains disposent d'un très bon coussin d'épargne (un taux d'épargne de 14 % en 2008) contrairement aux autres provinces, particulièrement la Colombie-Britannique.

De plus, la hausse du taux de chômage de 3,5 % vers 7,2 % au cours de la dernière année n'est pas une si mauvaise chose pour les employeurs, atténuant les pressions sur les salaires qui étaient trop élevés. Somme toute, l'expansion économique albertaine s'annonce plus saine l'an prochain (2,5 %) que celle des années 2002 à 2007 (4-5 % de croissance par année).

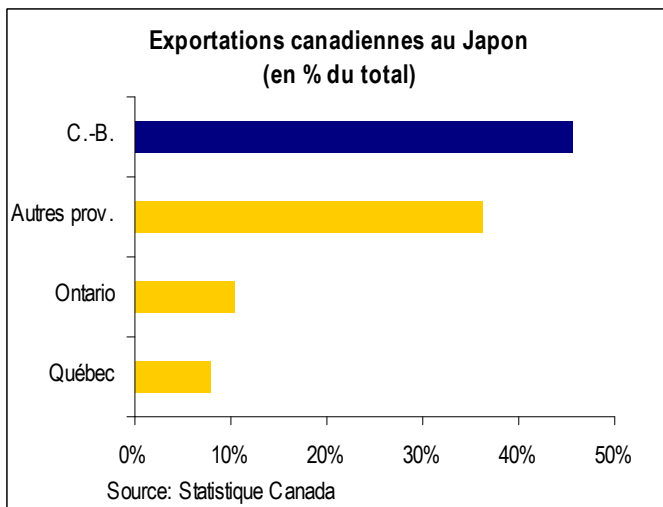


Du côté fiscal, le prix du pétrole plus élevé ne contrebalancera pas le faible prix du gaz naturel sur les revenus de la province (une baisse de 10 cents du prix du gaz naturel réduit les revenus de 126 millions \$). Le ministre des Finances, Iris Evans devra puiser dans le fonds de réserve pour éliminer le déficit « technique » de 6,9 milliards \$ en 2009-10. Le gouvernement Stelmach a aussi promis de ne pas augmenter les impôts afin d'atteindre l'équilibre budgétaire pour 2010-11 et 2011-12. Il faut donc s'attendre à des coupures importantes du côté des dépenses.



Secteurs clés fortement touchés en Colombie-Britannique : La reprise s'annonce modeste

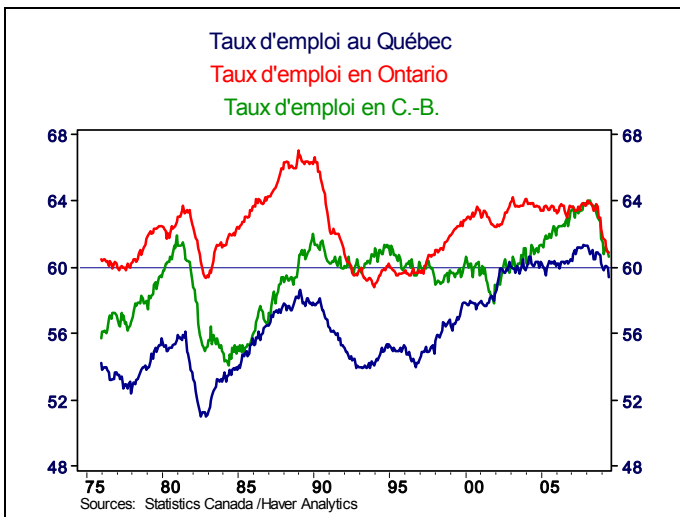
Pour sa part, la Colombie-Britannique est l'une des provinces les plus durement touchées par la récession mondiale. Le repli de l'activité économique, entamée l'an dernier (-0,3 %), sera plus intense cette année (-2,9 %) et le plus important depuis 1982. Tout a commencé avec les déboires du marché de l'habitation américain et la chute des exportations de bois d'œuvre. Même si l'on observe des signes concrets de stabilisation cet été sur le marché immobilier aux États-Unis, les exportations de bois d'œuvre à destination du marché américain ne retourneront pas au même niveau de 2005-06, puisque nous prévoyons que le nombre de mises en chantiers aux États-Unis demeurera en dessous d'un million d'unités par année. Qui plus est, la faiblesse de la demande japonaise – malgré une récession qui semble techniquement terminée là-bas aussi – n'a pas aidé non plus le secteur extérieur. Le Japon est un partenaire commercial plus important pour la Colombie-Britannique que pour les autres provinces (15 % des exportations de la C.-B. sont destinées au Japon; 45 % de toutes les exportations canadiennes vers le Japon proviennent de la C.-B.) De plus, l'implosion du commerce à l'échelle mondiale fait aussi mal à l'industrie du transport, qui représente un peu plus de 6 % du PIB britanno-colombien. Par exemple, le volume du trafic de conteneurs aux ports de mer de la province a fortement baissé.



Du côté de la demande intérieure, la situation n'est pas rose. Les consommateurs britanno-colombiens n'ont jamais réduit aussi fortement leurs dépenses dans les 30 dernières années (ventes au détail : -8,9 % en variation annuelle jan.-juin 2009). Ce vif recul résulte de la détérioration majeure des marchés du travail et de l'habitation. Premièrement, les entreprises ont réduit leurs effectifs de façon draconienne, surtout des emplois à temps plein. Et le taux de chômage progresse aussi rapidement qu'en Ontario, au point où il est le plus élevé dans l'Ouest canadien. Au moins, le taux d'emploi – l'emploi total en % de la population – demeure relativement élevé et loin du creux de 1982, ce qui n'est pas le cas en Ontario. Le marché de l'habitation britanno-colombien a modéré sa chute avec la récente hausse des ventes. Toutefois, la pression à la baisse sur les prix devrait perdurer puisque le nombre de logements en construction semble élevé par rapport à la demande à Vancouver. Le nombre de mises en chantier devra donc rester très faible au cours des prochaines années (environ 15 000 unités par année). Finalement, il va sans dire que la disparition mystérieuse de millions de saumons dans le fleuve Fraser arrive au mauvais moment, un coup dur pour l'industrie de la pêche.

Avec des secteurs traditionnels qui battent de l'aile, on comprend mieux alors pourquoi le gouvernement Campbell mise sur le développement du marché du gaz naturel pour la santé économique et fiscale de la province à moyen terme. Mais dans l'ensemble, les mauvaises nouvelles sont plus prépondérantes que les bonnes. Les effets de la correction immobilière et de la détérioration du marché du travail se feront encore sentir l'an prochain selon nous sur la confiance des ménages. Nous prévoyons un rebond de l'activité économique en Colombie-Britannique relativement timide en 2010 (2,0 %) compte tenu de l'ampleur de la récession cette année (-2,9 %). Nous jugeons que la Colombie-Britannique n'a plus ce petit avantage qui la plaçait parmi les provinces les plus performantes comme avant.

Du côté fiscal, le gouvernement Campbell va harmoniser la taxe de vente provinciale avec la TPS fédérale le 1^{er} juillet 2010 afin de compter qu'une seule taxe de vente de 12 % (13 % pour l'harmonisation en Ontario). L'idée est d'améliorer la compétitivité des entreprises, qui économiseront environ 2 milliards \$ par année. Le fédéral accordera un transfert de 1,6 milliard \$ au gouvernement provincial pour faciliter la transition vers la taxe harmonisée.



Avec la chute des revenus de taxation et des redevances provenant du gaz naturel, le déficit pour 2009-10 – initialement prévu de 495 millions \$ l'hiver dernier – est maintenant projeté à 2,8 milliards \$. En pourcentage du PIB nominal, ce déficit demeure inférieur à celui de l'Alberta (2,7 %) et de l'Ontario (3,2 %). Au total, les déficits pour cette année et les deux suivantes ont été révisés à la baisse de 4,7 milliards \$ et devraient atteindre 5,5 milliards \$. Le ministre des Finances Colin Hansen fait preuve d'une discipline remarquable en coupant dans les dépenses discrétionnaires et gelant le salaire des employés du secteur public tant et aussi longtemps que la province sera en déficit. Le gouvernement prévoit trouver des économies de 3,4 milliards \$ au cours des trois prochaines années pour maintenir la croissance des dépenses en éducation et santé. Tous ces efforts permettront au ratio dette/PIB de la province de demeurer en bien meilleure posture qu'en Ontario et au Québec malgré la hausse prévue de 13,3 % en 2008-09 à 18,1 % en 2011-12. Encore une fois, le gouvernement Campbell est un pas en avant des autres provinces qui devront aussi bientôt faire leur choix afin de retourner à l'équilibre.

Les projets d'investissement : La clé de la croissance pour la région de l'Atlantique

La récession mondiale a rendu certains projets d'investissement d'envergure moins attrayant dans la région de l'Atlantique. Certains sont annulés, d'autres retardés. Pour leur part, les gouvernements provinciaux ont tous mis la main à la pâte avec des projets d'infrastructures publiques.

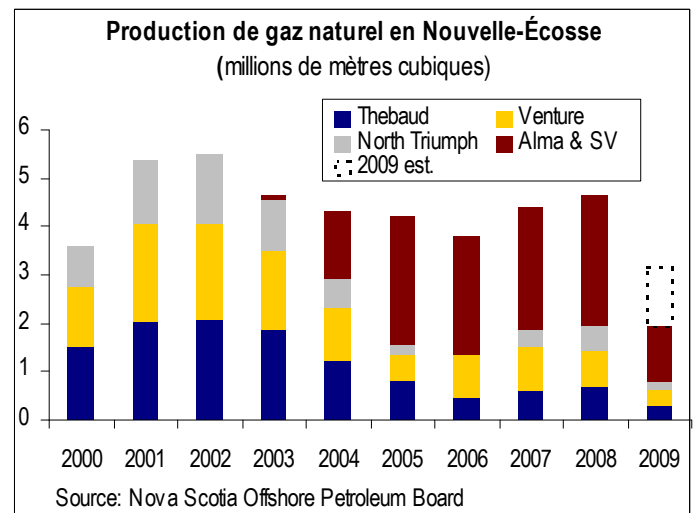
Malgré les difficultés du secteur de la foresterie des dernières années, des projets de construction non résidentielle d'envergure ont soutenu la croissance économique au Nouveau-Brunswick. Mais voilà, toute bonne chose a une fin et il est temps de tourner la page. La phase de construction de bien des projets arrive pratiquement au même moment :

- Le terminal Canaport de 750 millions \$ situé à Saint-Jean est maintenant en service. Ce terminal reçoit du gaz naturel liquéfié (GNL) par importation de bateaux avant d'être regazéifié et exporté au nord-est des États-Unis.
- Le projet d'aménagement d'un gazoduc pour le gaz naturel de Saint-Jean vers Saint-Stephen se terminera plus tard cette année.
- Malgré quelques mois de retard, la rénovation de la centrale nucléaire Pointe Lepreau, sera terminée au plus tard début 2010.

Or, il n'y a pas d'autres projets du même calibre en vue. La plupart des projets d'investissement sur la table pour les prochaines années sont évalués à moins de 100 millions \$ chacun, ce qui nous amène à prévoir une croissance plutôt modeste du PIB réel l'an prochain (1,5 %). Le gouvernement, les entreprises et les ménages comptaient sur la construction d'une deuxième raffinerie pétrolière à Saint-Jean. Toutefois, la demande plus faible pour les produits raffinés a poussé l'industrie à renoncer au projet Eider Rock évalué à 8 milliards \$ pour le moment. Ce projet pourrait potentiellement permettre de transformer de 300 000 barils de pétrole par jour.

Si les projets d'investissement dans le privé s'annoncent beaucoup moins vigoureux, le gouvernement provincial a été proactif de son côté. En décembre 2008, le ministre des Finances Victor Boudreau avait déjà annoncé un plan de 1,2 milliard \$ (4 % du PIB) visant l'infrastructure et le soutien aux entreprises. De plus, les ménages et les entreprises pourront compter sur un plan de réduction des impôts entre 2009 et 2012. La structure d'imposition sera simplifiée à un régime deux taux-deux tranches pour les ménages. Les entreprises verront leur taux général d'imposition passer de 13 % en 2008 à 8 % en 2012. À long terme, l'objectif du gouvernement Graham d'atteindre « l'autosuffisance » d'ici 2026 s'annonce très difficile tant et aussi longtemps que le projet Eider Rock ne va pas de l'avant. Finalement, Moody's a abaissé la cote de crédit de la province de Aa1 à Aa2 (stable), citant que la faible croissance des revenus provenant du ralentissement économique et des baisses d'impôts substantielles pèsera lourd sur la situation budgétaire.

Contrairement au Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse peut compter sur une meilleure diversification de projets d'investissement privés et publics pour soutenir l'économie, de sorte que la croissance sera un peu plus robuste en 2010 (2,2 %). Entre autres, la construction du projet gazier Deep Panuke au sud-est d'Halifax va bon train. L'extraction du gaz naturel de 200-300 millions de pieds cubes par jour pourrait commencer en 2010, un plus pour la croissance du PIB réel et les redevances du gouvernement. Pendant ce temps, les réserves s'épuisent à l'autre champ gazier de l'Île de Sable. De plus, le marché du travail ne s'est pas détérioré de façon majeure. La création d'emplois dans le secteur des services a plus que compensé pour les pertes dans les secteurs de la construction et manufacturier. Les ménages ont quelque peu réduit leurs dépenses par précaution, mais sans plus. Un mois après avoir remporté les élections, le nouveau gouvernement néo-démocrate de Darrell Dexter a annoncé un crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire, mesure populaire dans bien d'autres provinces. Le nouveau ministre des Finances, Graham Steele, présentera un budget cet automne.

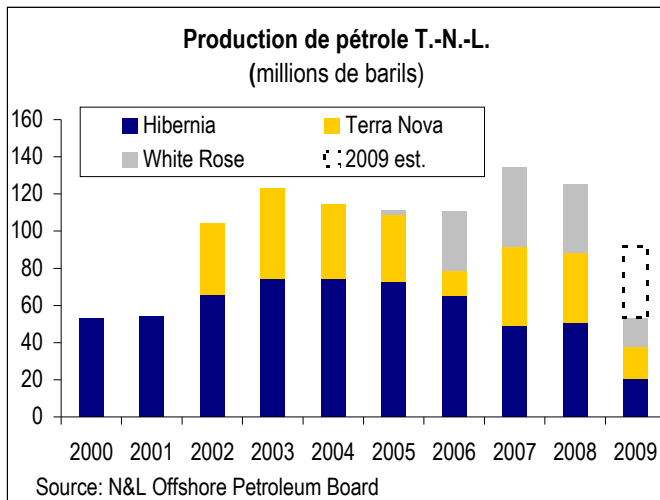


À l'Île-du-Prince-Édouard, c'est le vent qui commence à porter fruit : six parcs éoliens produisent environ un cinquième de l'électricité consommée. L'expansion continue de l'industrie éolienne grâce aux investissements du privé, du provincial et du fédéral continuera de procurer des retombées économiques importantes dans la plus petite province canadienne. L'objectif du gouvernement de Pat Binns est de produire 30 % de la demande d'électricité de la province grâce aux éoliennes d'ici 2016.

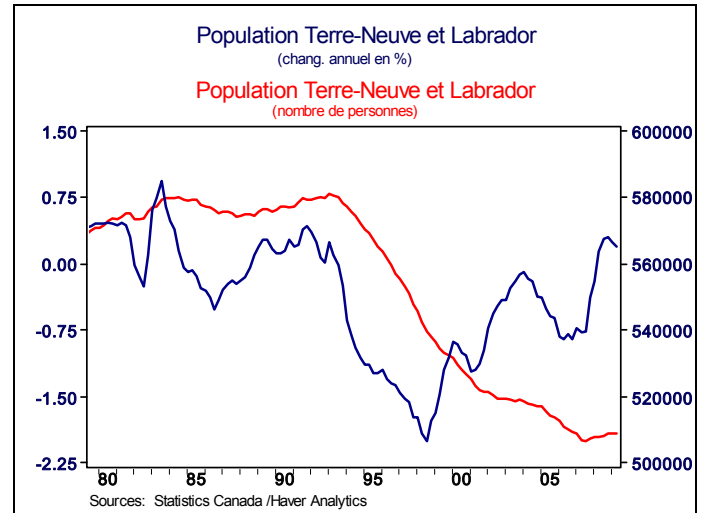
L'abolition d'emplois depuis le début de l'année a mené à un fléchissement des ventes au détail et de la construction résidentielle à l'Île-du-Prince-Édouard. Les premières statistiques de la saison d'été pour l'industrie touristique ne sont pas désastreuses malgré la récession et le huard plus fort. Les Jeux d'été du Canada à Charlottetown en août ne pouvaient arriver à un meilleur moment. Dans le secteur extérieur, les exportations de produits d'agriculture pour les aliments de base comme la pomme de terre, sont en hausse. Il en est tout autrement pour l'industrie du homard, qui a connu une saison particulièrement difficile (à l'IPE et dans les autres provinces de l'Atlantique) en raison de la chute de prix d'environ 30 %. Seules les exportations de produits de l'agriculture et de la pêche sont en hausse. Les exportations de machinerie, d'équipement, de matériel de transport et de biens industriels semblent aussi affectées par la conjoncture mondiale.

Du côté fiscal, le ministre des Finances de l'IPE, Wes Sheridan a présenté en avril dernier un budget déficitaire de 85 millions \$ pour l'année 2009-10, près du double du déficit de l'an dernier (41 milliards \$). Près de la moitié du déficit prévu en 2009-10 provient de l'utilisation de 40 millions \$ pour renflouer les régimes des retraites des fonctionnaires, qui ont écopé en raison de la chute des marchés boursiers des 10 derniers mois.

À Terre-Neuve & Labrador, les exportations croulent sous la pression de la récession mondiale. Depuis le début de 2009, Terre-Neuve & Labrador est la province où la valeur des expéditions de marchandises manufacturières a chuté le plus (-44 %). Le gouvernement s'attend à ce que la production de pétrole chute d'environ 20 % cette année, sous la barre des 100 millions de barils. Le volume et les prix dans le secteur minier ont aussi rebroussé chemin. Et puisque le secteur minier et pétrolier compte pour près de 40 % du PIB réel, un recul de 3,9 % de celui-ci est prévu cette année.



Ce fort repli du PIB réel pour 2009 ne donne pas tout à fait l'heure juste de la situation. En réalité, les perspectives à moyen et à long terme pour la province sont plutôt encourageantes. Premièrement, la population a recommencé à augmenter grâce à l'immigration, chose que nous n'avions pas vue depuis le début des années 90. L'investissement en capital dans le nickel et le pétrole sera au rendez-vous. Par exemple, la phase de construction et d'investissement du projet pétrolier Hebron débutera en 2012 et atteindra son apogée en 2015, ce qui assurera de donner un bon coup de pouce au marché du travail et au secteur des services.



L'avenir fiscal de la province s'annonce également sous de bon augure, en raison du rapprochement entre le gouvernement et les entreprises en charge des projets pétroliers. Cet été, le gouvernement de Danny Williams a payé 30 millions \$ pour une entente de principe avec le consortium derrière le projet Hibernia South – une extension du champ pétrolier Hibernia – lui donnant une participation de 7,8 %. Cette participation dans le projet Hibernia South est plus grande que les autres. En 2008, Danny Williams avait dépensé 110 millions \$ pour obtenir une participation de 4,9 % dans le projet Hebron. Le gouvernement a également une participation de 5 % dans le champ pétrolier de White Rose.

La phase de construction de Hibernia South devrait débuter l'an prochain et l'extraction en 2012. De cette entente, le gouvernement s'attend à recevoir environ 10 milliards \$ en revenus annuellement, en plus de « super redevances » qui donneront un taux de redevance de 50 % lorsque les cours du pétrole seront élevés. Le gouvernement devra également payer une partie des coûts d'investissement du projet. Cet accord renflouera les coffres de la province en attendant que la phase d'extraction au projet Hebron débute entre 2016 et 2018.

Sebastien Lavoie, économiste

Croissance de la population au Canada et dans les provinces											
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Canada	1,1	1,1	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1	1,2	1,0	0,9	0,9
T.-N-L.	-1,1	-0,5	-0,2	-0,2	-0,6	-0,8	-0,8	0,3	0,4	0,4	0,4
I.P.E.	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	-0,1	0,1	1,2	0,3	0,3	0,3
N.E.	-0,1	0,3	0,3	0,2	-0,2	0,0	-0,2	0,2	-0,1	-0,1	-0,1
N.B.	-0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,2	-0,3	0,0	0,3	-0,1	-0,1	-0,1
Québec	0,5	0,6	0,6	0,7	0,6	0,7	0,7	0,8	0,7	0,6	0,6
Ontario	1,8	1,6	1,3	1,2	1,1	1,1	1,0	1,1	0,8	0,7	0,7
Manitoba	0,4	0,4	0,6	0,8	0,4	0,5	0,8	1,2	0,4	0,4	0,4
Sask.	-0,7	-0,3	0,0	0,1	-0,4	-0,1	0,8	1,6	2,0	1,5	1,5
Alberta	1,8	2,3	1,8	1,8	2,6	3,0	2,6	2,1	1,5	1,4	1,4
C.B.	0,9	0,5	0,6	0,8	1,0	1,1	1,6	1,7	1,4	1,3	1,3

Source: Statistique Canada; Prévisions: Recherche Économique VMBL

Croissance du PIB réel au Canada et dans les provinces											
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Canada	1,8	2,9	1,9	3,1	3,1	2,8	2,7	0,5	-2,5	1,9	2,5
T.-N-L.	1,6	15,6	5,8	-1,7	0,2	3,3	9,1	-0,1	-3,9	1,9	2,7
I.P.E.	-1,1	4,8	2,1	3,0	1,3	2,6	2,0	0,9	-0,5	2,0	2,4
N.E.	3,2	4,0	1,4	1,4	1,8	0,9	1,6	2,0	-0,4	2,2	2,4
N.B.	1,7	4,5	2,8	1,4	0,5	3,0	1,6	0,0	-0,2	1,5	2,0
Québec	1,5	2,4	1,2	2,6	2,0	1,7	2,4	1,0	-1,9	1,7	2,4
Ontario	1,8	3,1	1,4	2,5	2,9	2,1	2,1	-0,4	-3,3	1,5	2,6
Manitoba	0,8	1,6	1,4	2,6	2,7	3,2	3,3	2,4	0,3	2,2	2,6
Sask.	-1,0	-0,4	4,6	3,8	3,5	-0,4	2,8	4,4	-0,3	2,9	3,0
Alberta	1,7	2,2	3,2	5,2	5,3	6,6	3,3	-0,2	-3,1	2,5	2,7
C.B.	0,6	3,6	2,3	3,7	4,5	3,3	3,1	-0,3	-2,9	2,0	2,4

Source: Statistique Canada; Prévisions: Recherche Économique VMBL

Taux de chômage au Canada et dans les provinces											
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Canada	7,2	7,6	7,6	7,2	6,8	6,3	6,0	6,1	8,4	9,2	8,8
T.-N-L.	16,1	16,6	16,5	15,7	15,2	14,8	13,6	13,2	15,4	15,2	13,5
I.P.E.	12,0	11,9	10,9	11,2	10,9	11,1	10,3	10,7	12,6	12,4	12,0
N.E.	9,8	9,6	9,1	8,8	8,5	7,9	8,0	7,7	9,4	9,5	9,3
N.B.	11,1	10,2	10,3	9,8	9,7	8,7	7,6	8,6	9,3	9,8	9,7
Québec	8,8	8,6	9,1	8,6	8,3	8,0	7,2	7,3	8,7	9,2	8,9
Ontario	6,3	7,1	6,9	6,8	6,6	6,3	6,4	6,5	9,2	10,3	9,7
Manitoba	5,1	5,1	5,0	5,3	4,8	4,3	4,4	4,1	5,3	6,5	6,3
Sask.	5,8	5,7	5,6	5,3	5,1	4,7	4,2	4,1	5,2	6,6	6,1
Alberta	4,7	5,3	5,1	4,6	3,9	3,4	3,5	3,5	6,2	7,6	7,3
C.B.	7,8	8,5	8,1	7,2	5,9	4,8	4,2	4,5	7,6	8,1	7,8

Source: Statistique Canada; Prévisions: Recherche Économique VMBL

Croissance de l'emploi au Canada et dans les provinces											
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Canada	1,2	2,4	2,4	1,8	1,4	1,9	2,3	1,5	-1,7	-0,2	1,0
T.-N-L.	2,9	1,8	2,2	1,0	-0,1	0,7	0,7	1,4	-3,3	0,0	1,5
I.P.E	1,4	1,8	2,0	1,3	2,0	0,5	1,2	1,2	-2,7	-0,1	1,0
N.E.	0,9	1,8	2,0	2,6	0,2	-0,3	1,3	1,2	-0,1	-0,1	1,2
N.B.	-0,3	3,9	0,0	2,1	0,1	1,4	2,1	0,9	-0,2	-0,5	0,8
Québec	1,1	3,8	1,6	1,5	1,0	1,3	2,3	0,8	-1,1	-0,3	1,0
Ontario	1,9	1,8	3,0	1,7	1,3	1,5	1,5	1,4	-2,5	-0,4	0,8
Manitoba	0,3	2,3	0,6	1,1	0,6	1,2	1,6	1,7	0,0	0,1	1,5
Sask.	-2,8	1,7	1,7	0,8	0,8	1,7	2,1	2,2	2,2	1,3	1,2
Alberta	2,9	2,5	2,7	2,4	1,5	4,8	4,7	2,7	-0,7	0,3	1,1
C.B.	-0,5	2,3	2,5	2,4	3,3	3,0	3,2	2,1	-2,7	0,2	1,0

Source: Statistique Canada; Prévisions: Recherche Économique VMBL

Croissance des ventes au détail au Canada et dans les provinces											
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Canada	4,4	6,3	3,6	4,7	5,6	6,4	5,8	3,2	-4,9	2,2	3,7
T.-N-L.	9,3	4,0	6,1	0,3	1,2	3,4	8,9	7,7	0,4	2,8	5,2
I.P.E	4,0	3,4	1,0	0,1	2,8	6,2	7,7	4,8	-0,9	2,0	3,5
N.E.	3,6	6,1	1,8	2,8	2,2	6,0	4,2	4,5	-2,2	2,2	3,8
N.B.	3,0	3,9	0,5	1,7	4,6	5,9	5,7	4,8	-0,9	1,6	3,6
Québec	4,2	6,1	4,5	4,2	5,1	5,1	4,6	4,8	-2,7	2,4	3,5
Ontario	2,5	5,9	3,4	3,2	4,8	4,1	3,9	3,4	-4,6	1,9	3,0
Manitoba	5,8	7,0	3,6	6,7	5,9	3,9	8,8	7,1	-3,1	2,6	4,6
Sask.	4,4	7,6	5,0	4,1	5,2	6,5	13,0	10,3	-2,5	2,9	4,2
Alberta	8,9	9,0	4,4	10,3	11,8	15,4	9,3	-0,2	-9,5	2,6	4,0
C.B.	5,9	6,3	2,7	6,3	4,4	7,2	6,7	0,3	-8,6	2,7	4,0

Source: Statistique Canada; Prévisions: Recherche Économique VMBL

Mises en chantier au Canada et dans les provinces (en milliers)											
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Canada	163,1	205,3	219,5	232,7	224,0	229,1	227,6	213,8	128,0	130,0	130,0
T.-N-L.	1,6	2,5	2,5	2,9	2,6	2,3	2,6	3,1	3,0	3,2	3,5
I.P.E	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	0,5
N.E.	4,1	4,9	5,4	4,8	4,7	5,2	4,7	4,6	3,0	3,5	3,5
N.B.	3,6	3,7	4,4	3,8	3,9	4,0	4,1	4,3	3,3	3,0	3,0
Québec	27,8	42,6	50,4	58,6	50,9	48,0	48,5	47,8	39,0	35,0	34,0
Ontario	73,9	83,9	85,9	84,5	77,8	74,4	68,0	75,5	46,5	46,0	46,9
Manitoba	3,0	3,6	4,2	4,4	4,7	5,0	5,8	5,9	3,9	4,4	4,6
Sask.	2,4	2,9	3,3	3,7	3,3	3,7	5,9	7,1	3,0	4,2	4,5
Alberta	29,0	38,9	36,4	36,2	40,6	49,1	48,1	30,0	13,2	15,5	14,0
C.B.	17,2	21,7	26,2	32,9	34,5	36,6	39,2	34,8	12,5	14,7	15,5

Source: Statistique Canada; Prévisions: Recherche Économique VMBL